

moyen de verser à l'industrie sidérurgique plus de 51 millions en subventions. J'espère que cette industrie et les autres industries qui ont joui de la protection des droits de douane ainsi que de subventions ne protestent pas s'il leur en coûte plus cher, beaucoup plus cher, pour protéger les producteurs agricoles de chez nous. J'estime que la prospérité de l'agriculture au Canada importe non seulement aux cultivateurs, mais encore à toutes et à chacune des professions.

Vienne une regression ou une crise et aussitôt le prix des denrées agricoles diminue, le cultivateur gagne moins, achète moins, et bientôt c'est le chômage général. Si le cultivateur ne peut acheter le produit de nos usines, les ouvriers chôment, les usines ferment leurs portes et c'est tout le pays qui en souffre. C'est pourquoi, en demandant que ces 200 millions soient utilisés de façon à assurer à nos cultivateurs un niveau au moins égal à celui dont ils ont joui de 1947 à 1949, je formule une exigence qui, à mon sens, intéresse l'ensemble de notre population.

On pourrait revenir sur certaines déclarations formulées jusqu'ici touchant la perte éventuelle de nos marchés et la responsabilité du Gouvernement en cette affaire. Je ne me propose pas, toutefois, de m'étendre là-dessus en ce moment. Je rappelle au ministre la déclaration qu'il a répétée en présentant cet après-midi la mesure, savoir que lorsque le monde a faim, que des millions d'êtres sont sous-alimentés, le Canada ne doit pas avoir à se préoccuper de ce qu'il fera de ses excédents alimentaires, surtout si on songe que notre population n'est que de douze millions d'âmes.

Je désire aussi rappeler au ministre que les prix des denrées agricoles ont été soumis à des minimums et que les cultivateurs ont accepté des prix modiques pendant la guerre et souvent depuis la fin des hostilités. Les cultivateurs ont consenti ce sacrifice dans l'espoir qu'on adopterait un programme de stabilisation permanente.

Combien de centaines de millions de dollars les producteurs de blé ont-ils ainsi perdus? Je l'ignore. Personne ne peut le dire. Mais ce que je sais c'est qu'à cause du programme du Gouvernement de maintenir très bas le prix du pain, à cause aussi des contrats avec le Royaume-Uni, que les membres de tous les groupes parlementaires ont approuvés, les cultivateurs de l'Ouest ont touché beaucoup moins que le prix courant pour leur blé. Cependant, vu que les cultivateurs ont accepté ces prix moindres pour leurs produits, et ces dernières années ils ont apporté une contribution précieuse à l'économie de la nation canadienne en lui fournissant des

vivres à des prix raisonnables, ils sont pleinement justifiés de demander au Gouvernement d'inaugurer un programme qui leur assurera un prix minimum équitable en temps de paix, et aussi de demander au reste de la nation, s'il y a lieu, de fournir les fonds requis pour maintenir la stabilisation des prix.

Il ne sera pas facile au ministre de faire accepter au Canada un programme de soutien des prix, qui ne réussirait qu'à accumuler des excédents. La population du Canada s'y oppose. Ce n'est pas suffisant d'établir des prix minimums, il faut que les denrées alimentaires atteignent le stade de la consommation, qu'elles parviennent, grâce au commerce, aux marchés mondiaux. Le ministre, avec ses collègues, devrait s'assurer s'il est possible de conclure des accords commerciaux bilatéraux en ce qui a trait non seulement à la vente à l'étranger de nos denrées agricoles, mais aussi à l'importation au pays de produits ouvrés.

Le Gouvernement pourrait aussi étudier la possibilité d'accepter du sterling contre les produits agricoles exportés en Grande-Bretagne. Il est immoral, il est injuste que nous entassions au pays excédents sur excédents de produits agricoles alors que la famine sévit dans d'autres coins du globe. Nous voulons répandre dans l'univers les principes démocratiques, mais ventre affamé n'a pas d'oreilles. Les États-Unis s'attellent à la même tâche. Mais, d'après moi, les États-Unis ne sauraient faire accepter la démocratie à des nations qui comptent des millions d'affamés, alors qu'eux possèdent des excédents de denrées agricoles d'une valeur de 4 milliards de dollars. Bref, je demande au Gouvernement d'insérer dans la présente loi une formule convenable qui accordera aux cultivateurs une stabilité continue, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que nos denrées agricoles atteignent les marchés mondiaux, afin que nous puissions faire notre part pour nourrir l'humanité.

M. Robert Fair (Battle-River): Monsieur l'Orateur, Winston Churchill disait, il y a quelques années, qu'il était aussi salutaire pour un homme de changer d'opinion que de changer de chemise. Je suis heureux de voir que le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) et ses collègues ont jugé à propos de modifier leur opinion à l'égard de la proposition de résolution inscrite au *Feuilleton* de la dernière session,—proposition qui n'a pas été plus loin,—relativement à la loi de 1944 sur le soutien des prix agricoles. Nous craignons alors de voir le Gouvernement supprimer cette mesure. Au cours de ses voyages à travers le pays, le ministre a dû constater que les cultivateurs, les industriels, les salariés et autres ne tenaient